

Burundi : Plus qu'un mois avant le référendum du 17 mai

RFI, 18-04-2018 Burundi : dernière ligne droite avant le référendum contesté Au Burundi, il ne reste qu'un mois avant le référendum du 17 mai, fortement critiqué par l'opposition. Celui-ci doit entériner une loi fondamentale, qui devrait permettre au président Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

La Commission électorale nationale indépendante, la Ceni, dit avoir débuté le déploiement du matériel lourd en direction des commissions électorales provinciales du pays et annonce que les cartes d'électeurs sont en train d'être imprimées. Officiellement, tout le monde se prépare et attend le début d'une campagne électorale de deux semaines qui doit commencer le 1er mai et s'achever 48 heures avant le scrutin. Officiellement, le parti Cndd-FDD, au pouvoir au Burundi, est en train de mettre en place ses comités de campagnes, qui ne se mettront en branle que le jour J. Mais la réalité est tout autre sur le terrain. Les forces de l'ordre et les Imbonerakure – les membres de la ligue des jeunes du parti, que l'ONU qualifie de milice – quadrillent le pays. Tout le monde est convaincu que les jeux sont faits. L'opposition burundaise, quant à elle, est vent debout contre une révision de la Constitution. Cela signifierait selon elle l'enterrement de l'accord de paix d'Arusha, qui a ouvert la voie à la fin d'une décennie de guerre civile au Burundi. L'opposition partage sur le boycott Mais cette même opposition est divisée sur la stratégie à adopter. Ceux en exil sont sur une ligne dure et appellent notamment la population à boycotter le référendum du 17 mai. Ils dénoncent ceux qui vont cautionner ce qu'elle qualifie de « parodie de consultation du peuple », en participant à la campagne référendaire. Une allusion très claire à l'opposition interne, qui a au contraire décidé de faire campagne pour le non, même si elle ne se fait pas d'illusion sur l'issue du vote. Ses militants ont été forcés de se faire inscrire sur les listes électorales, les récalcitrants ont été parqués, tabassés ou certains tués, selon les ONG locales et internationales. Enfin, la Ceni a introduit une nouvelle règle qui oblige les partis politiques à se faire enregistrer officiellement pour faire campagne dans un sens ou l'autre. Ses leaders ne pas avoir eu d'autre choix.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});